

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié est stable dans la majorité des régions

Emploi et taux de chômage localisés (par région et département) - troisième trimestre 2025

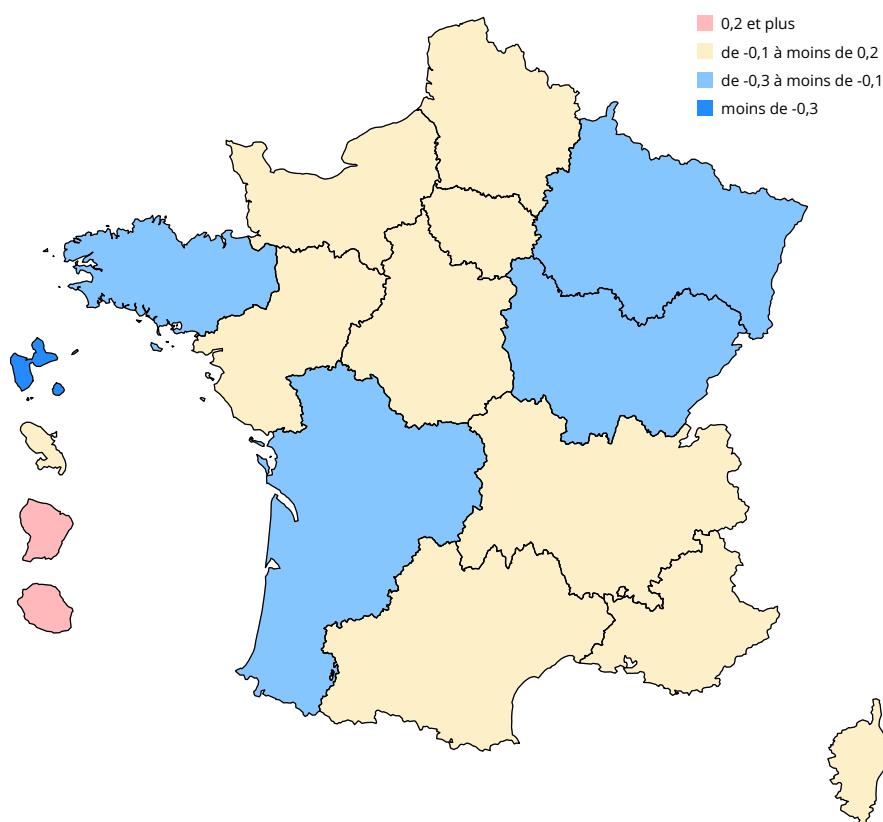
Informations Rapides · 8 janvier 2026 · n° 3



Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié est stable dans la majorité des régions

Entre fin juin 2025 et fin septembre 2025, l'emploi salarié sur le territoire national dans son ensemble (hors Mayotte) est stable (0,0 %) après une légère hausse (+0,2 %) au deuxième trimestre 2025.

Évolution de l'emploi salarié régional entre fin juin 2025 et fin septembre 2025 (en %)



Note : Données CVS en fin de trimestre. La variable est discrétisée par l'arrondi à la première décimale, ainsi l'intervalle « de -0,1 à moins de 0,2 » contient les valeurs (arrondies) -0,1 %, 0,0 % et 0,1 %.

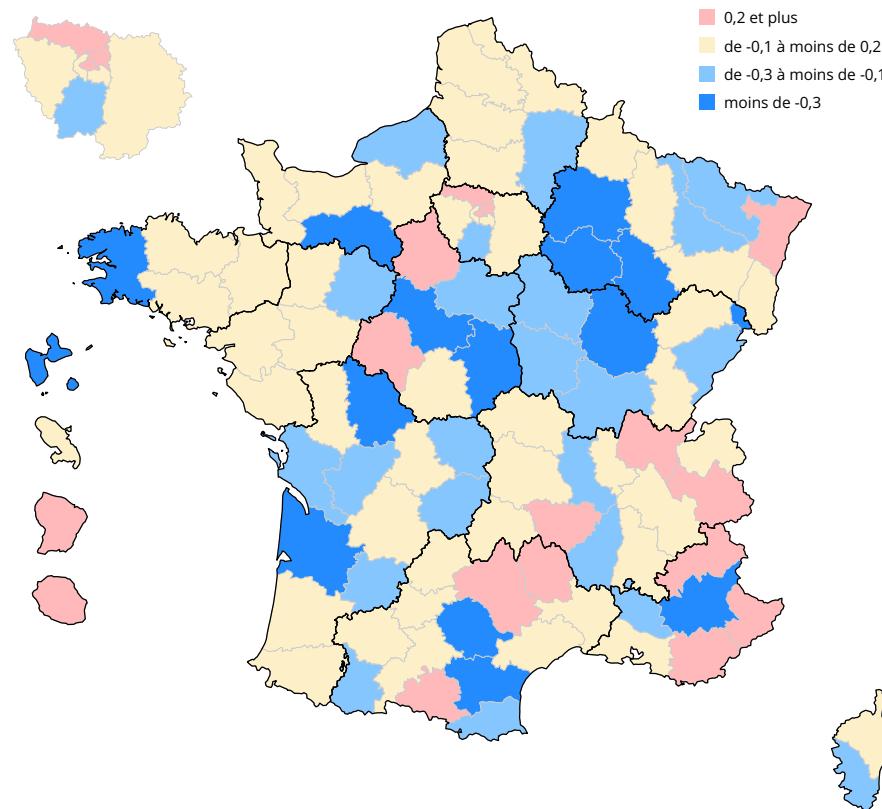
Champ : France hors Mayotte.

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié est stable ou quasi stable dans dix régions. Il recule dans cinq régions et baisse notamment de plus de 0,3 % en Guadeloupe (-0,4 %). Il augmente de 0,2 % ou plus dans deux régions : la Guyane (+0,5 %) et La Réunion (+0,2 %).

Au niveau départemental, l'emploi salarié est quasi stable dans plus de 40 % des départements. Il recule de plus de 0,2 % pour plus de 40 % des départements, dont deux départements ont une baisse supérieure à 0,8 % : l'Aube (-0,9 %) et la Marne (-1,5 %). En revanche, l'emploi salarié augmente d'au moins 0,2 % dans dix-sept départements. La hausse est supérieure à 0,4 % dans le Var et les Hautes-Alpes et à 0,5 % en Guyane, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise.

Évolution de l'emploi salarié départemental entre fin juin 2025 et fin septembre 2025 (en %)



Note : Données CVS en fin de trimestre. La variable est discrétisée par l'arrondi à la première décimale, ainsi l'intervalle « de -0,1 à moins de 0,2 » contient les valeurs (arrondies) -0,1 %, 0,0 % et 0,1 %.

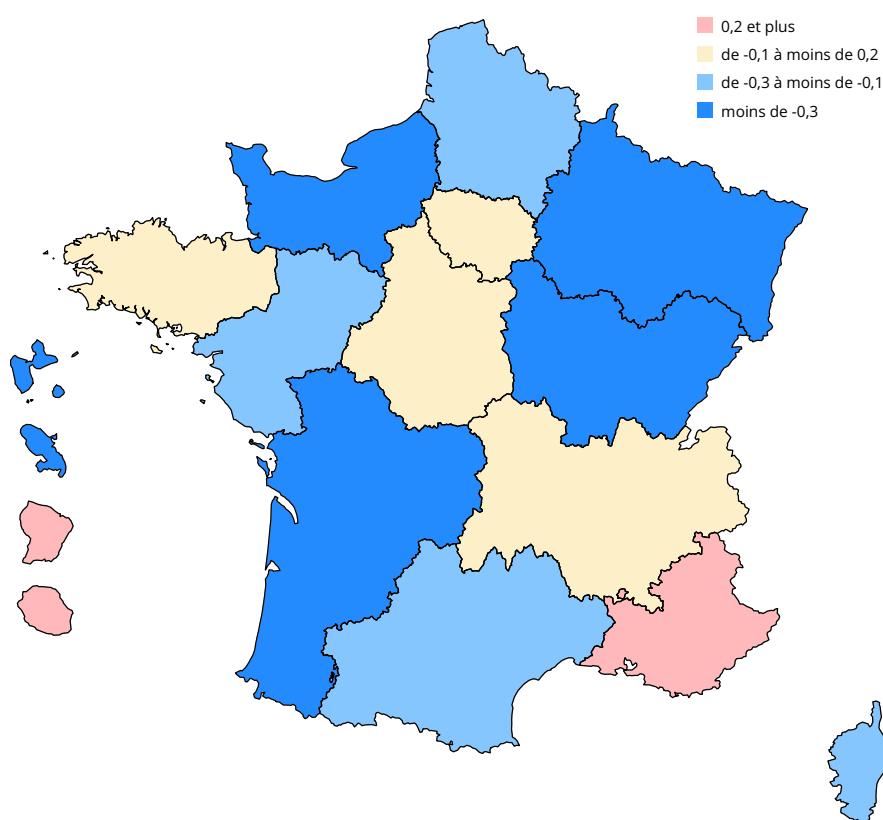
Champ : France hors Mayotte.

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Sur un an, l'emploi salarié recule dans plus d'une région sur deux

Au niveau national, le niveau de l'emploi salarié total du troisième trimestre 2025 recule par rapport à celui du troisième trimestre 2024 (-0,2 %), alors qu'il avait augmenté de 0,5 % entre le troisième trimestre 2023 et le troisième trimestre 2024.

Évolution de l'emploi salarié régional entre fin septembre 2024 et fin septembre 2025 (en %)



Note : Données CVS en fin de trimestre. La variable est discrétisée par l'arrondi à la première décimale, ainsi l'intervalle « de -0,1 à moins de 0,2 » contient les valeurs (arrondies) -0,1 %, 0,0 % et 0,1 %.

Champ : France hors Mayotte.

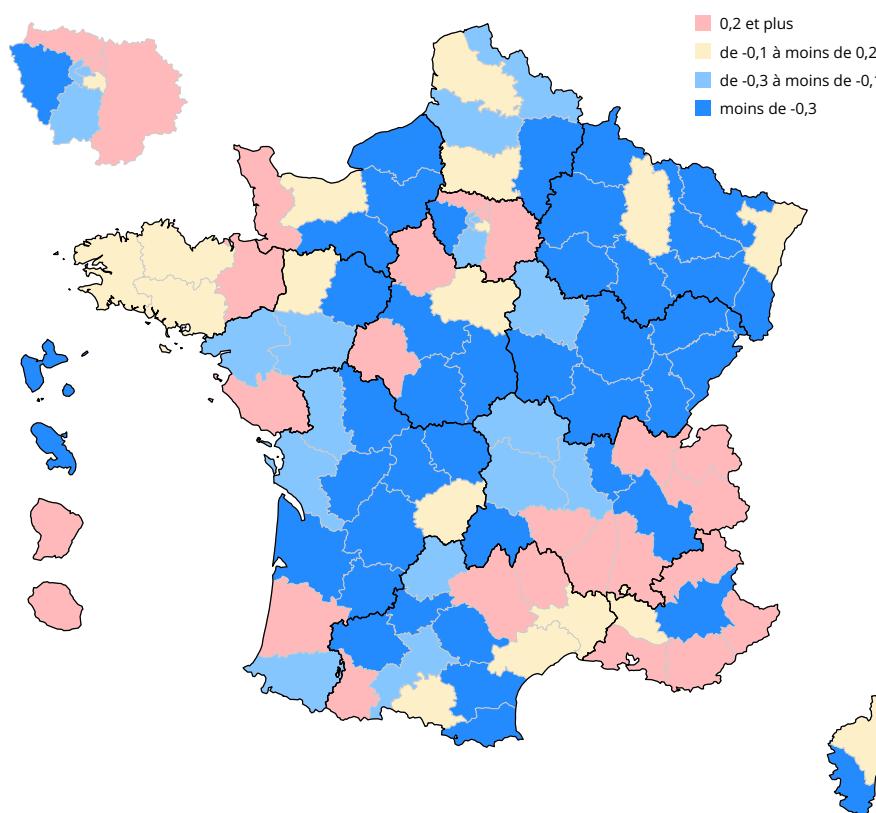
Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Fin septembre 2025, l'emploi salarié est inférieur d'au moins 0,3 % à son niveau d'un an auparavant dans dix régions. La baisse est plus prononcée dans trois régions métropolitaines, Nouvelle-Aquitaine (-0,7 %), Grand Est (-0,8 %), Bourgogne-Franche-Comté (-0,9 %) et dans deux régions ultra-marines, Martinique (-0,6 %) et Guadeloupe (-0,8 %). Pour trois régions, l'emploi salarié demeure en hausse sur un an : La Réunion (+0,2 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (+0,4 %) et la Guyane (+1,5 %)

L'emploi salarié baisse dans près de six départements sur dix. Il recule de plus de 0,8 % dans dix-huit départements, tous métropolitains, situés majoritairement dans les régions agricoles Nouvelle-Aquitaine, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est. Ce repli provient en partie de vendanges particulièrement précoces en 2025, plus concentrées en août que d'habitude, entraînant un nombre inhabituellement faible d'emplois dans le secteur agricole en septembre. L'emploi salarié diminue le plus fortement dans la Marne (-2,1 %), l'Aude (-2,1 %), l'Orne (-1,9 %) et la Haute-Marne (-1,8 %).

À l'opposé, l'emploi salarié augmente de 0,2 % à 1,5 % dans vingt départements de France métropolitaine, dont près des deux tiers se situent dans le Sud de la France métropolitaine.

Évolution de l'emploi salarié départemental entre fin septembre 2024 et fin septembre 2025 (en %)



Note : Données CVS en fin de trimestre. La variable est discrétisée par l'arrondi à la première décimale, ainsi l'intervalle « de -0,1 à moins de 0,2 » contient les valeurs (arrondies) -0,1 %, 0,0 % et 0,1 %.

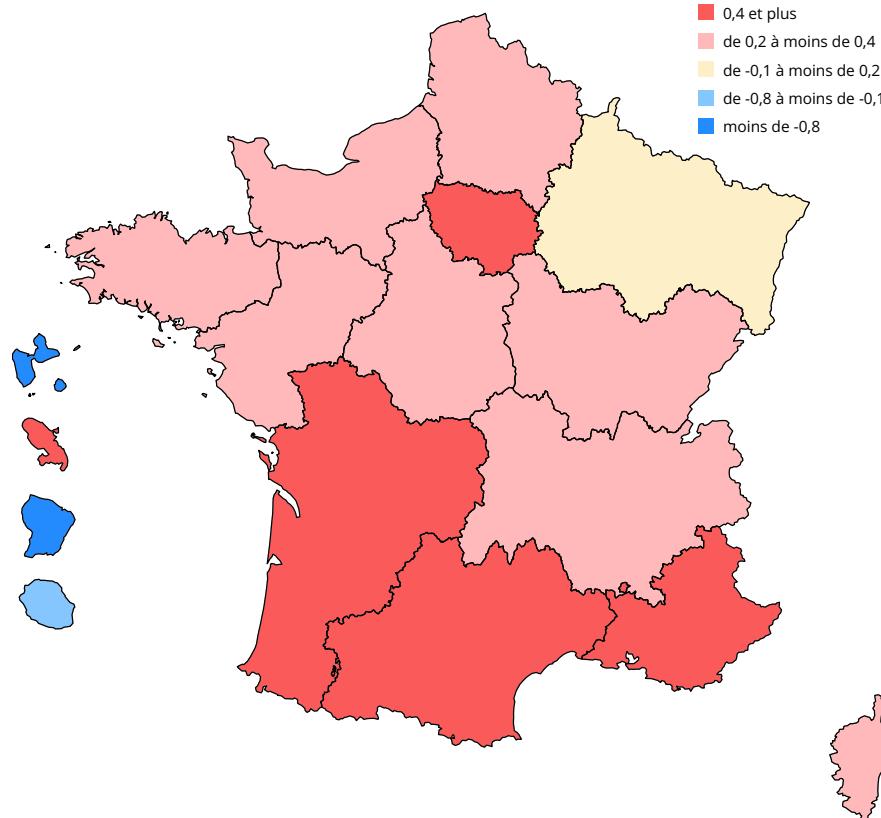
Champ : France hors Mayotte.

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Sur un an, le taux de chômage est en hausse dans la majorité des régions

Au troisième trimestre 2025, sur l'ensemble du territoire (hors Mayotte), le taux de chômage au sens du BIT est en hausse sur un an (+0,3 point). Il s'établit à 7,7 % de la population active.

Évolution du taux de chômage régional (entre le troisième trimestre 2024 et le troisième trimestre 2025, en points)



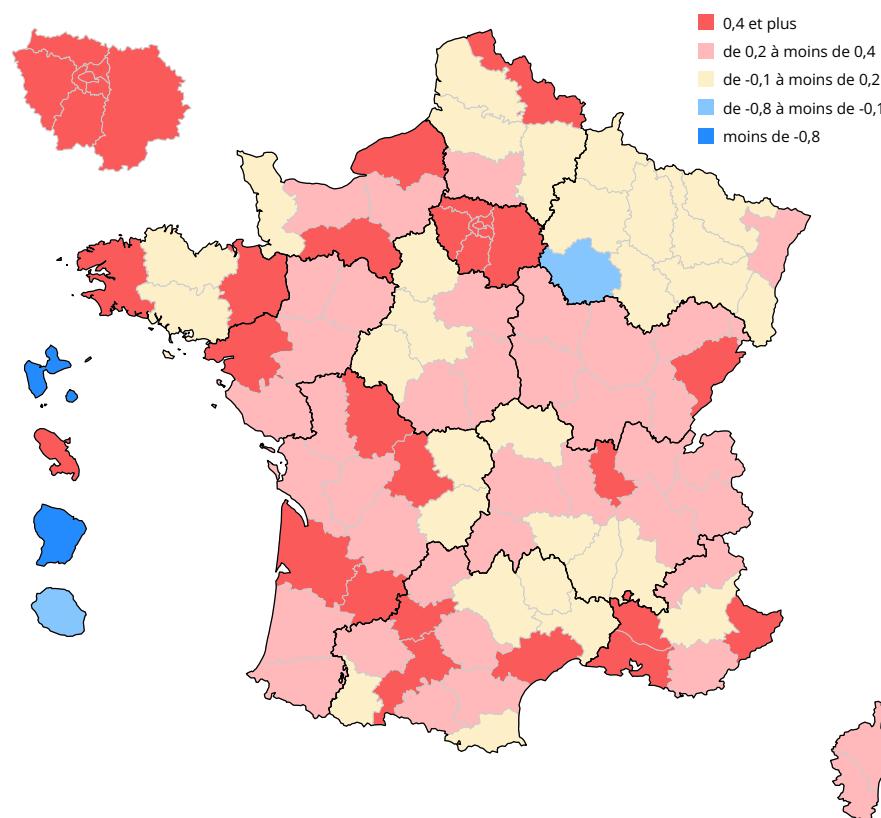
Note : Données CVS en moyenne trimestrielle. La variable est discrétisée par l'arrondi à la première décimale, ainsi l'intervalle « de -0,1 à moins de 0,2 » contient les valeurs (arrondies) -0,1 point, 0,0 point et 0,1 point.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

Entre le troisième trimestre 2024 et le troisième trimestre 2025, le taux de chômage est en hausse dans treize régions : il augmente de 0,2 à 0,4 point pour huit d'entre elles et s'accroît le plus fortement en Île-de-France (+0,6 point) et en Martinique (+3,8 point). Sur un an, il est quasi stable (entre -0,1 point et +0,1 point compris) dans la région Grand Est et baisse dans trois régions, toutes ultra-marines : de 0,8 point à La Réunion, de 1,1 point en Guyane et de 1,9 point en Guadeloupe.

Évolution du taux de chômage départemental (entre le troisième trimestre 2024 et le troisième trimestre 2025, en points)



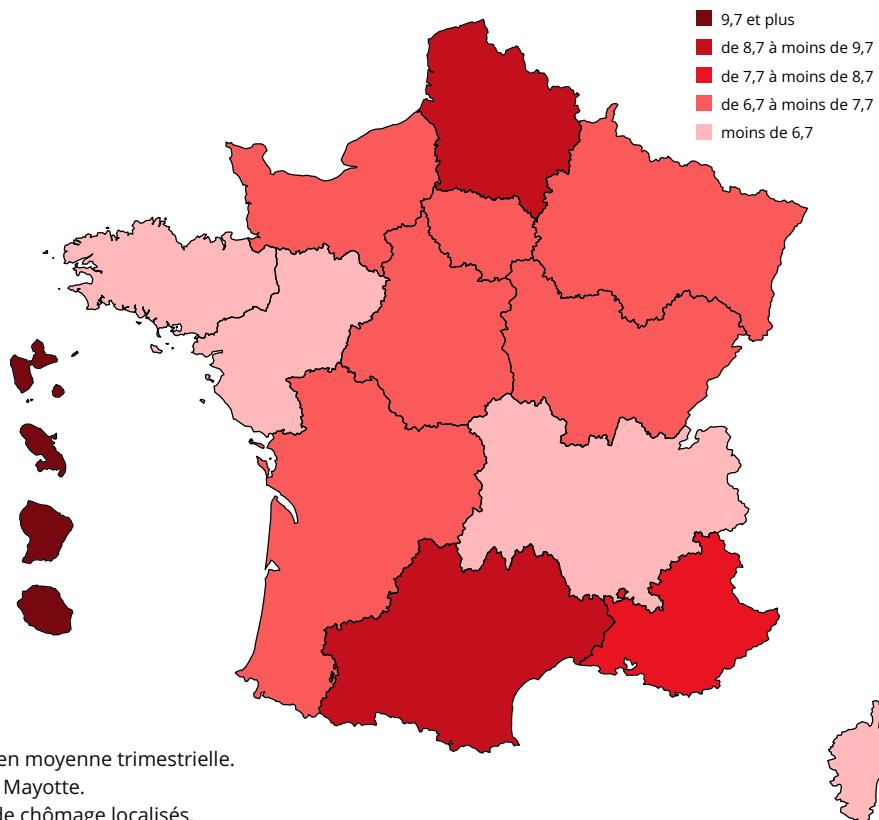
Note : Données CVS en moyenne trimestrielle. La variable est discrétisée par l'arrondi à la première décimale, ainsi l'intervalle « de -0,1 à moins de 0,2 » contient les valeurs (arrondies) -0,1 point, 0,0 point et 0,1 point.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

Au troisième trimestre 2025, le taux de chômage est le plus élevé dans les régions d'Outre-mer avec des taux s'échelonnant de 14,4 % en Martinique à 16,8 % en Guyane. En France métropolitaine, trois régions ont un taux de chômage supérieur à celui observé au niveau national (7,7 %) : Provence-Alpes-Côte d'Azur (8,2 %), Occitanie (9,2 %) et Hauts-de-France (9,2 %). À l'inverse, le taux de chômage est le plus faible dans les Pays de la Loire (6,2 %) et en Bretagne (6,3 %). Dans ces deux régions, les taux de chômage de tous les départements sont inférieurs à la moyenne nationale. Les situations au sein d'autres régions peuvent être beaucoup plus contrastées, par exemple en Île-de-France ou en Occitanie. En Île-de-France, où le taux de chômage mesuré sur l'ensemble de la région (7,6 %) est proche du niveau national, il est plus faible à Paris (6,1 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,7 %), et à l'inverse plus élevé en Seine-Saint-Denis (10,8 %). Le contraste est encore plus fort en Occitanie, entre la Lozère, deuxième département au taux de chômage le plus bas de France (4,8 %) et les Pyrénées-Orientales où il est le plus élevé de France métropolitaine (12,2 %).

Taux de chômage trimestriel régional au troisième trimestre 2025 (en %)

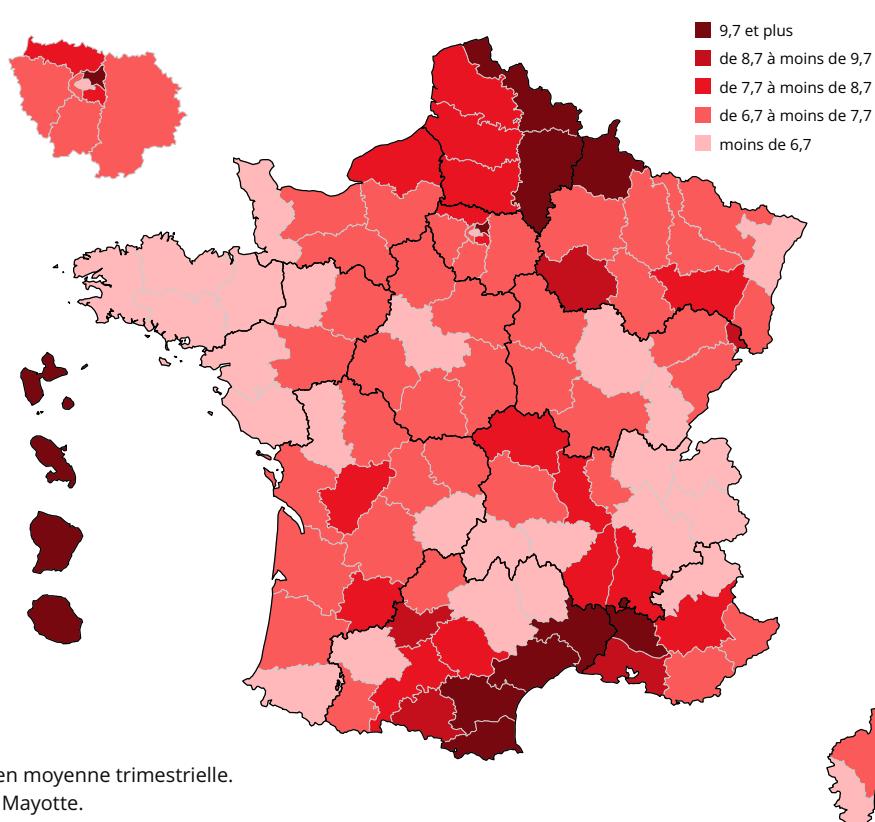


Note : Données CVS en moyenne trimestrielle.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

Taux de chômage trimestriel départemental au troisième trimestre 2025 (en %)



Note : Données CVS en moyenne trimestrielle.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

Pour en savoir plus

Les Estimations trimestrielles d'emploi mesurent l'emploi au lieu de travail en France (hors Mayotte). Elles sont établies par l'Insee, en appliquant au socle annuel d'emploi les évolutions trimestrielles issues de plusieurs sources mobilisées par la Caisse nationale de l'Urssaf, la Dares et l'Insee.

L'enquête Emploi en continu permet de mesurer le taux de chômage chaque trimestre de manière précise au niveau national. À des niveaux géographiques plus fins, l'échantillon interrogé est trop réduit pour un bon suivi conjoncturel.

L'Insee élabore donc un indicateur spécifique, le « taux de chômage localisé », construit à partir de trois sources sur le champ de la France métropolitaine : l'enquête Emploi, qui fournit le nombre de chômeurs et de personnes en emploi au sens du BIT ; des données administratives sur l'emploi issues des déclarations sociales des entreprises et des indépendants, permettant de localiser exhaustivement et finement l'emploi au niveau des territoires ; des données de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à France Travail en catégorie A (DEFM A), qui permettent de localiser finement les personnes sans emploi. Cette dernière source diffère en niveau des résultats de l'enquête Emploi, puisqu'elle ne suit pas les concepts du BIT mis en œuvre dans l'enquête. Mais, en supposant que cette différence est répartie de manière homogène, sa structure géographique peut être utilisée pour ventiler le chômage issu de l'enquête Emploi. Depuis le premier trimestre 2025, avec la mise en œuvre de la Loi sur le plein emploi, le nombre de DEFM A fortement augmenté, sans que l'ensemble de cette augmentation ne reflète une évolution économique sur le marché du travail. Le calcul des taux de chômage localisés a donc été adapté : la structure pour ventiler le nombre de chômeurs du BIT s'est basée sur un indicateur « proxy », celui des DEFM A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes ayant signé un contrat d'accompagnement vers l'emploi.

Le calcul des taux de chômage localisés dans les DOM hors Mayotte s'appuie sur une méthodologie spécifique, conduisant à ce qu'un aléa statistique demeure dans les variations de court terme. Pour étudier les effets structurels et de long terme, les séries de taux de chômage en moyenne annuelle sont à privilégier dans les DOM hors Mayotte.

En 2024, l'enquête Emploi à Mayotte a été rénovée en profondeur. L'enquête est désormais identique à celle menée dans les autres départements français. De fait, les résultats ne sont pas comparables à ceux diffusés antérieurement, en particulier le taux de chômage. En 2024, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 29 % à Mayotte, soit le taux le plus élevé de France. Ce taux est stable par rapport à l'année précédente.

Les données sont provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents.

Prochaine publication : 20 mars 2026 à 12h00.

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous sur Bluesky (@Insee.fr) et sur X (@InseeFr)



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Direction de la publication : Fabrice Lenglart
ISSN 0151-1475